

Madame la Ministre, ce qui « gangrène » les universités, c'est l'austérité budgétaire et ses conséquences désastreuses !

PAR deux fois, ces dernières semaines, Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a fustigé dans un amalgame grotesque le travail de chercheurs et de chercheuses, tout en annonçant la commande au CNRS d'une enquête concernant un supposé courant universitaire islamo-gauchiste.

Suite à ces expressions ministérielles effarantes et inédites, la Conférence des Présidents d'Universités (CPU) a « fait part de sa stupeur face à une nouvelle polémique stérile sur ce sujet : "L'islamo-gauchisme" n'est pas un concept. C'est une pseudo-notion dont on chercherait en vain un commencement de définition scientifique, et qu'il conviendrait de laisser, sinon aux animateurs de Cnews, plus largement, à l'extrême droite qui l'a popularisé. » En conclusion de son communiqué, la CPU a surtout appelé « à élever le débat. Si le gouvernement a besoin d'analyses, de contradictions, de discours scientifiques étayés pour l'aider à sortir des représentations caricaturales [...], les universités se tiennent à sa disposition. »

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU ont dénoncé cette nouvelle atteinte aux libertés académiques que constitue cette injonction faite à la recherche publique d'enquêter sur un prétendu « islamo-gauchisme » au sein des universités. Plus précisément, « l'islamo-gauchisme », « c'est le nom qu'une poignée de militants "identitaires" a soufflé à l'oreille des ministres pour disqualifier des travaux de recherche [...] sur le genre, les sexualités, les migrations, les formes de domination et les effets à long terme de la colonisation dans les sociétés contemporaines. Ces travaux sont aujourd'hui stigmatisés par le pouvoir politique, dans un contexte de surenchère entre le Rassemblement national et le gouvernement. »

Face à la détresse étudiante croissante et aux grandes difficultés de fonctionnement des universités, n'y a-t-il pas de sujet plus urgent pour le gouvernement que de susciter une polémique à visée électoraliste portant en elle les germes d'une propagande source de danger pour la démocratie ?

Alimenter une telle polémique et stigmatiser une partie de la recherche publique permet surtout à la ministre d'éviter d'avoir à répondre des conséquences désastreuses de l'austérité budgétaire imposée aux universités et que la crise étudiante actuelle révèle crûment à tout le pays !

L'incapacité de la ministre à mettre en œuvre une politique à même de répondre aux besoins du service public d'enseignement supérieur ne peut être masquée par des coups médiatiques et des opérations idéologiques de basse politique : elle n'est plus crédible et elle devrait en tirer les conséquences en démissionnant.

Alors qu'un rapport parlementaire estime qu'un-e étudiant-e sur six aurait abandonné ses études depuis le début de la crise sanitaire ; alors que la LPR, brutalement imposée par la ministre, va aggraver les maux de l'enseignement supérieur, il n'est que temps d'attribuer aux universités et aux CROUS les moyens et les postes d'enseignant-es et d'enseignant-es/chercheur-es, de personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé (BIATSS) nécessaires pour remplir leurs missions et éviter le sacrifice d'une génération d'étudiant-es sur l'autel de l'austérité budgétaire.



Place de la République, Paris, 8 mars 2021